



CHAPITRE 55

CHAPTER 55

Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke

An Act to amend the charter of the city of Sherbrooke

[Sanctionnée le 14 février 1958]

[Assented to, the 14th of February, 1958]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Sherbrooke a, par sa pétition, représenté qu'il dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 1 George VI, chapitre 105, modifiée par les lois 2 George VI, chapitre 110; 3 George VI, chapitre 108; 4 George VI, chapitre 84; 6 George VI, chapitre 77; 9 George VI, chapitre 76; 10 George VI, chapitre 60; 11 George VI, chapitre 85; 12 George VI, chapitre 55; 14 George VI, chapitre 86; 14-15 George VI, chapitre 75; 15-16 George VI, chapitre 70; 1-2 Elizabeth II, chapitre 67; 2-3 Elizabeth II, chapitre 67; 3-4 Elizabeth II, chapitre 70; 4-5 Elizabeth II, chapitre 71, et 5-6 Elizabeth II, chapitre 73, soit de nouveau modifiée aux fins de lui donner de plus amples pouvoirs;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Règlements validés.

1. Les règlements numéros 808, 901, 906 et 912 de la cité de Sherbrooke, tels que passés et amendés, sont déclarés valides et légaux à toutes fins que de droit.

Vente autorisée.

2. Nonobstant l'article 2 du chapitre 223 Statuts refondus, 1941 et l'article 100 de la loi 1 George VI, chapitre 105, la cité de Sherbrooke est autorisée à vendre son barrage situé sur la rivière Saint-

Preamble.

WHEREAS the city of Sherbrooke has, by its petition, represented that it is necessary for the proper administration of its affairs, that its charter, the act 1 George VI, chapter 105, as amended by the acts 2 George VI, chapter 110; 3 George VI, chapter 108; 4 George VI, chapter 84; 6 George VI, chapter 77; 9 George VI, chapter 76; 10 George VI, chapter 60; 11 George VI, chapter 85; 12 George VI, chapter 55; 14 George VI, chapter 86; 14-15 George VI, chapter 75; 15-16 George VI, chapter 70; 1-2 Elizabeth II, chapter 67; 2-3 Elizabeth II, chapter 67; 3-4 Elizabeth II, chapter 70, 4-5 Elizabeth II, chapter 71, and 5-6 Elizabeth II, chapter 73, be again amended, to give it more ample powers;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

By-laws validated.

1. By-laws numbers 808, 901, 906 and 912 of the city of Sherbrooke, as passed and amended, are declared valid and legal for all legal purposes.

Sale authorized.

2. Notwithstanding section 2 of chapter 223 Revised Statutes 1941 and section 100 of the act 1 George VI, chapter 105, the city of Sherbrooke is authorized to sell its dam situated on the Saint-François

François à Bromptonville sans autre formalité que l'adoption d'un règlement par le conseil de la cité, approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

river at Bromptonville without other formality than the passing by the city council of a by-law approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Taxe fixe autorisée.

3. Pour un terme de cinq ans, à compter du premier janvier 1958, la compagnie Combustion Engineering Superheater Ltd, paiera annuellement à la cité de Sherbrooke, pour fins de taxation municipale et scolaire, les montants suivants:

3. For a period of five years, from the first of January, 1958, Combustion Engineering Superheater Ltd, shall pay annually to the city of Sherbrooke, for municipal and school taxation purposes, the following amounts:

Fixe tax authorized.

Montants.

Douze mille dollars (\$12,000.00), pour taxes municipales, quinze mille six cents dollars (\$15,600.00), pour taxes scolaires, et huit mille quatre cents dollars (\$8,400.00), pour taxes d'affaires.

Twelve thousand dollars (\$12,000.00), for municipal taxes, fifteen thousand and six hundred dollars (\$15,600.00), for school taxes and eight thousand four hundred dollars (\$8,400.00), for business taxes.

Amounts.

S.R., c. 131, a. 13a, aj. pour la cité.

4. La Loi concernant la création de commissions athlétiques dans les cités et villes (Statuts refondus, 1925, chapitre 131) est modifiée pour la Commission athlétique de la cité de Sherbrooke, en ajoutant après l'article 13, le suivant:

4. The Act respecting the creation of athletic commissions in cities and towns (Revised Statutes, 1925, chapter 131) is amended for the Athletic Commission of the city of Sherbrooke, by adding after section 13, the following:

R.S., c. 131, s. 13a, added for city.

Règlements.

"13a. La commission a le pouvoir de faire des règlements concernant:

"13a. The commission shall have power to make regulations respecting:

By-laws.

a) sa régie interne;
b) les conditions d'obtention des permis mentionnés à l'article 14;
c) les conditions de l'usage des permis mentionnés à l'article 14;
d) la préparation, l'organisation et la tenue des spectacles de boxe et de lutte où un prix d'admission est exigé."

a. its internal management;
b. the conditions for obtaining the permits mentioned in section 14;
c. the conditions for the use of the permits mentioned in section 14;
d. the preparation, organization and holding of boxing and wrestling contests where an admission fee is charged."

S.R., c. 131, a. 14, am. pour la cité.

5. Ladite loi est modifiée pour la Commission athlétique de la cité de Sherbrooke, en remplaçant le dernier alinéa de l'article 14 par les alinéas suivants:

5. The said act is amended for the Athletic Commission of the city of Sherbrooke, by replacing the last paragraph of section 14 by the following paragraphs:

R.S., c. 131, s. 14, am. for city.

Pourcentage.

"Aux lieu et place des montants ci-dessus mentionnés, la Commission athlétique de la cité de Sherbrooke est autorisée à exiger pour chacun de ces permis cinq pour cent des recettes brutes, diminuées des taxes d'amusement, provenant de la vente des billets; le prix minimum fixé est de vingt-cinq dollars (\$25.00).

"In lieu of the above mentioned amounts, the Athletic Commission of the city of Sherbrooke is authorized to charge for each of such permits five per cent of the gross receipts, less amusement taxes, from the sale of tickets; the minimum price fixed shall be twenty-five dollars (\$25.00).

Percentage.

Ententes requises.

Aucun promoteur ne peut transiger avec des commanditaires de radio ou de télévision sans prendre entente avec la commission au préalable et déterminer la part des revenus de la commission provenant de cette source. Le promoteur devra pro-

No promoter may transact with radio or television sponsors without previously coming to an agreement with the commission and determining the share of revenue for the commission from such source. The promoter must produce the contract be-

Agreements required.

duire le contrat intervenu entre lui et le ou les commanditaires pour approbation par la commission.

Sommes
perçues.

Elle est au surplus autorisée à retenir les sommes qu'elle a ainsi perçues."

1937,
c. 105,
a. 57,
remp.

6. L'article 57 de la loi 1 George VI, chapitre 105, remplacé par l'article 14 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 67, est de nouveau remplacé par le suivant:

S.R.,
c. 233,
a. 521,
remp.
pour la
cité.
Taxe
immo-
bilière.

"57. L'article 521 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"521. Le conseil peut imposer et prélever annuellement, sur tous les immeubles dans la municipalité, une taxe n'excédant pas deux pour cent de la valeur réelle, telle que portée au rôle d'évaluation.

Valeur
comprise.

L'évaluation comprendra la valeur du terrain, des bâtisses, ainsi que l'outillage immobilisé.

Rôles
séparés.

Cependant en faisant le rôle d'évaluation, les estimateurs établiront un rôle pour la valeur des terrains et des bâtisses et un rôle séparé et distinct pour la valeur de l'outillage immobilisé.

Machi-
nerie.

Le conseil municipal a juridiction exclusive quant à l'imposition de la machinerie pour fins de taxation municipale et scolaire nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire.

Idem.

Le conseil municipal pourra seul décréter, par résolution, l'imposition d'une taxe sur la machinerie pour fins municipales et scolaires.

Somme
annuelle.

Vu l'entente entre les industriels et autres parties intéressées en vertu de laquelle une somme de cent mille dollars (\$100,000.00) par année sera payée aux deux commissions scolaires de la cité de Sherbrooke (catholique et protestante) et cela pendant une période de sept ans, à partir de l'année 1956.

Taxe
d'éduca-
tion.

Pour tenir lieu de la taxe scolaire imposée sur l'outillage immobilisé, en la cité de Sherbrooke, il est, par les présentes, établi une taxe dite "d'éducation", au montant total de sept cent mille dollars, pour les années 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961 et 1962, suivant l'entente

tween himself and the sponsor or sponsors for approval by the commission.

Moreover the commission is authorized to retain the sums so collected." Sums collected.

6. Section 57 of the act 1 George VI, chapter 105, replaced by section 14 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 67, is again replaced by the following: 1937, c. 105, s. 57, replaced.

"57. Section 521 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following: R.S., c. 233, s. 521, replaced for city.

"521. The council may impose and levy, annually, on every immovable in the municipality, a tax of not more than two per cent of the real value as shown on the valuation roll. Tax on immovables.

The valuation shall include the value of the land, buildings, and of the equipment which has become immovable. Value included.

However, in making the valuation roll the assessors shall establish a roll for the value of the lands and buildings and a separate and distinct roll for the value of the equipment which has become immovable. Separate rolls.

The municipal council has exclusive jurisdiction as regards the assessment of machinery for municipal and school taxation purposes notwithstanding any general law or special act to the contrary. Machinery.

The municipal council only may, by resolution, order the imposition of a tax on machinery for municipal and school purposes. Idem.

In view of the agreement between the industrialists and other parties interested under which a sum of one hundred thousand dollars (\$100,000.00) per annum shall be paid to the two school boards of the city of Sherbrooke (Catholic and Protestant) and that during a period of seven years as from the year 1956. Annual sum.

In lieu of a school tax on the machinery that has become immovable, in the city of Sherbrooke, it is hereby agreed between the city of Sherbrooke, the school commissions and the industrialists of the city of Sherbrooke, that a special tax, called "education tax", is by the present estab- Education tax.

intervenue entre la cité de Sherbrooke, les commissions scolaires et les industriels de la cité de Sherbrooke.

Réparation.

Ladite taxe sera répartie par tranches de cent quarante mille dollars payables au cours des années 1958, 1959, 1960, 1961 et 1962, conformément aux dispositions de la charte de la cité pour le paiement des taxes foncières.

Déduction.

Tout montant payé sur la taxe de la machinerie pour les années 1956, 1957 et 1958 devra être déduit du montant total de la taxe payable en vertu de la présente loi, par chacun des contribuables concernés.

Mode de répartition.

Pour les fins de perception de ladite taxe, les montants payables par les contribuables concernés seront répartis conformément au rôle d'évaluation sur la machinerie déposé devant le conseil le 14 janvier 1958, au montant de six million cinq cent cinquante mille trois cents dollars, et conformément au rôle de perception déposé le 3 février 1958, lequel est reconnu valide et légal à toutes fins que de droit."

lished in the total amount of seven hundred thousand dollars for the years 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961 and 1962.

The said tax shall be divided in equal instalments of one hundred and forty thousand dollars to be paid during the years 1958, 1959, 1960, 1961 and 1962, in conformity with the provisions of the city charter as to the payment of real estate taxes.

Division.

Any amount that has been paid for taxes on machinery for the fiscal years 1956, 1957 and 1958, shall be deducted from the total amount of the tax payable by the interested taxpayers according to this act.

Deduction.

For the purpose of collecting the said tax, the amounts to be paid by the interested taxpayers shall be assessed according to the valuation roll of the machinery, in the amount of six million five hundred and fifty thousand and three hundred dollars, which has been deposited before the city council on January 14th, 1958, and according to the collection roll deposited on February 3rd, 1958, which roll is hereby acknowledged to be valid for all legal purposes."

Mode of assessment.

1953-54, c. 124, a. 6, ab.

7. L'article 6 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 124, est abrogé.

Émission d'obligations.

8. Nonobstant l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 67 et l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 67, la cité est autorisée à faire des émissions d'obligations pour payer les dépenses encourues pour les fins autorisées par les lois susmentionnées, sans autre formalité que l'adoption d'un règlement par le conseil municipal, approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Contrat non invalidé.

9. Le défaut de consentement de quatre héritiers de dame Georgiana McLean (née North), à savoir: Harold N. McLean, Leonard Wood, Ena Pashley et Charles R. North, au contrat passé le 4 juillet 1941 sous le numéro 2,175 des minutes du notaire Anselme Tourigny, à East Angus, n'est pas une cause de nullité dudit contrat, ni de celui intervenu entre P. H. Scowen et la cité de Sherbrooke, le 27 décembre 1957, sous le numéro 1,141 des

7. Section 6 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 124, is repealed.

1953-54, c. 124 s. 6, repealed.

8. Notwithstanding section 2 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 67 and section 1 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 67, the city is authorized to make issues of debentures to pay the expenses incurred for the purposes authorized by the above mentioned acts, without other formality than the passing by the municipal council of a by-law approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Issue of debentures.

9. The absence of consent by four heirs of Dame Georgina McLean (née North), to wit: Harold N. McLean, Leonard Wood, Ena Pashley and Charles R. North to the contract made the 4th of July, 1941, under number 2,175 of the minutes of Anselme Tourigny, notary, at East Angus, shall not be a cause of nullity of the said contract, nor of that concluded between P. H. Scowen and the city of Sherbrooke on the 27th of December,

Contract not invalidated.

minutes des notaires Couture et Guy de Sherbrooke et enregistré à Cookshire sous le numéro 71,883.

1957, under number 1,141 of the minutes of notaries Couture and Guy of Sherbrooke and registered at Cookshire under number 71,883.

Entrée en
vigueur.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10. This act shall come into force on the day of its sanction. <sup>Coming
into force.</sup>